VVV.

10-1953
1
Bureau coordination

L.3874/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 5 octobre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant le texte néerlandais de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge", a donné le 26 octobre 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e October 1953 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende de Nederlandse tekst van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo", heeft de 26e October 1953 het volgend advies gegeven :

Le projet comporte un article unique qui a pour objet de remplacer la version néerlandaise de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge par le texte annexé au projet.

Aux termes de l'article 41 de la Constitution, un projet de loi ne peut être adopté par l'une des Chambres qu'après avoir été voté article par article.

La présentation du texte serait plus conforme aux exigences de cette disposition constitutionnelle si le système suivant était adopté.

Le projet comporterait un article 1er rédigé comme suit :

"Article 1er.-

La version néerlandaise de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, modifiée par les lois des 29 mars 1911, 5 mars 1912, 9 décembre 1912, par l'arrêté-loi du 14 novembre 1916, par les lois des 10 août 1921, 12 août 1923, 15 avril 1924, 3 août 1924, 26 novembre 1926, 18 mai 1929, 22 juillet 1931, 27 juin 1935, par l'arrêté-loi du 19 mai 1942 et par les lois des 11 juillet 1951 et 29 juillet 1953, est remplacée, à la date de l'entrée en vigueur respective de cette loi et de ces modifications, par le texte néerlandais suivant : ...".

L'article 1er, ainsi rédigé, serait présenté dans une colonne de gauche, son correspondant en néerlandais serait présenté dans une colonne de droite et la nouvelle version néerlandaise suivrait sur toute la largeur de la page.

\+

\+ \+

La nouvelle version néerlandaise aura, par rapport à la version française, l'avantage d'être une version coordonnée, alors que la version française restera éparpillée en une quinzaine de lois. Dès lors, le Conseil d'Etat propose d'insérer dans la loi, après la nouvelle version néerlandaise, un article 2 rédigé comme suit :

"Article 2.-

Le Gouvernement coordonnera les dispositions de la loi du 18 octobre 1908 avec les modifications qu'elle a subies et la fera réimprimer au Moniteur belge.".

\+

\+ +

Les références aux lois qui ont modifié la loi de 1908 devraient être omises dans le texte. Elles réapparaîtront dans l'arrêté de coordination, sous forme de renvois à des notes en bas de page, ou, si on l'estime nécessaire avant cette coordination, elles pourraient faire l'objet d'un tableau annexé à l'exposé des motifs.

\+

\+ +

Comme divers articles de la loi de 1908 comportent des textes analogues à ceux de la Constitution belge, il y aurait lieu de s'inspirer de la version néerlandaise de la Constitution lorsque celle-ci sera officiellement consacrée. C'est sous réserve de cette observation générale que le Conseil d'Etat

formule les observations particulières suivantes au sujet de la version néerlandaise annexée au projet.

Article 1er, alinéa 1er.

Le projet substitue le terme "rechtspersoonlijkheid" au terme "persoonlijkheid" qui figurait dans la loi de 1908.

Il résulte des travaux préparatoires de cette loi qu'il serait préférable de maintenir le mot "persoonlijkheid".

Au sujet de l'article 1er, alinéa 1er, on lit, en effet, dans le rapport fait au nom de la commission de la Chambre des représentants :

"... Diverses propositions se firent jour. L'une d'elles visait et proclamait l'autonomie financière de la Colonie ...

L'expression à son tour fut critiquée et après qu'une proposition d'insérer dans la loi le texte de l'article 115 de la Constitution belge eût été rejetée, un membre émit l'avis que la solution devait se trouver dans la personnification juridique ou civile reconnue à la Colonie et déposa un amendement en ce sens.

C'est en s'inspirant de cet échange de vues que le Gouvernement, dans ses amendements présentés en 1907, soumit à la commission le texte suivant :

"Toute possession coloniale de la Belgique a une personnalité juridique distincte de celle de la métropole".

.../...

Ce texte fit l'objet d'une nouvelle discussion au sein de la commission. Un membre fit observer qu'il y aurait inconvénient et danger à admettre soit les termes "personnalité juridique", soit ceux de "personnalité civile". L'idée paraîtrait correspondre uniquement à une conception, à une création de droit privé. Le mot "personnalité", sans aucune qualification, répond le mieux aux préoccupations de la commission.

Celle-ci partagea cette manière de voir et, par quatorze voix contre une, adopta la proposition du Gouvernement avec la suppression du mot "juridique" (Pasinomie 1908, p. 839 - Recueil des pièces imprimées par ordre de la Chambre des représentants, Session 1907-1908, tome III, n° 150). ".

Article 5.

A l'alinéa 1er, ligne 7, la virgule apres "nationaliteit" est à supprimer.

Article 6.

A l'alinéa 5, le mot "koning" doit s'écrire avec majuscule.

Article 11.

A l'alinéa 2, les mots "koloniale schatkist" s'écrivent avec majuscules (voy. article 14, 2°, et 30, 4°).

/

Article 15.

Le signe indiquant un paragraphe doit précéder le chiffre.

Article 20.

Au dernier alinéa, le terme "veranderen" devrait être remplacé par "verzachten" qui rend mieux la signification de "commuer".

Article 24, alinéa 4.

Il est préférable d'écrire "raadsleden" et "raadslid" au lieu de "leden" et "lid".

Article 30 bis.

Les alinéas 3 et 4 n'ont pas tenu compte des modifications qui résultent de l'article 19 de la loi du 29 juillet 1953 organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infractions, modifiant certaines dispositions du titre II du Code de procédure pénale militaire et donnant au Gouverneur général du Congo belge le droit de réquisitionner les troupes et les moyens de base (Moniteur belge, 4 septembre 1953, p. 5385).

A l'alinéa 3, ligne 2, les mots "de door de rechtbanken der Kolonie uitgesproken strafdienst"

.../...

sont à remplacer par "de krachtens de bijzondere wetten der Kolonie uitgesproken strafdienst".

A l'alinéa 4, ligne 2, les mots : "de door de Belgische rechtbanken uitgesproken vrijheidsstraffen" sont à remplacer par "de krachtens de wetten van het moederland uitgesproken vrijheidsstraffen".

Disposition transitoire.

Il y a lieu de compléter la loi de 1908 en faisant mention des dispositions transitoires de la loi du 11 juillet 1951 (articles 2 et 3) modifiant la loi de 1908 sur le gouvernement du Congo belge, en ce qui concerne la carrière des magistrats.

Het enig artikel van het ontwerp strekt er toe, de Nederlandse tekst van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Kongo door de bij het ontwerp gevoegde tekst te vervangen.

Luidens artikel 41 van de Grondwet kan "een wetsontwerp door één van de Kamers slechts aangenomen worden nadat daarover artikelsgewijs gestemd is".

Om aan de vereisten van die grondwetsbepaling te voldoen, kan de tekst beter volgens het onderstaande schema worden voorgedragen.

Het ontwerp zou een artikel 1 bevatten, te lezen als volgt :

"Artikel 1.-

De Nederlandse tekst van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Kongo, gewijzigd bij de wetten van 29 Maart 1911, 5 Maart 1912, 9 December 1912, bij de besluitwet van 14 November 1916, bij de wetten van 10 Augustus 1921, 12 Augustus 1923, 15 April 1924, 3 Augustus 1924, 26 November 1926, 18 Mei 1929, 22 Juli 1931, 27 Juni 1935, bij de besluitwet van 19 Mei 1942 en bij de wetten van 11 Juli 1951 en 29 Juli 1953, wordt, op de datum van de respectieve inwerkingtreding van die wet en van die wijzigingen, door de volgende Nederlandse tekst vervangen : ".

.../..

De Franse tekst van dit artikel zou in de linker kolom, de Nederlandse in de rechter kolom komen te staan. Over de hele breedte van de bladzijde volgt dan de nieuwe Nederlandse tekst.

\+

\+ \+

De nieuwe Nederlandse tekst heeft op de Franse dit voordeel dat hij een coördinatie is, terwijl de Franse over een vijftiental wetten versnipperd blijft. Daarom stelt de Raad van State voor, na de nieuwe Nederlandse tekst een artikel 2 van de volgende inhoud op te nemen :

"Artikel 2.-

De Regering zal de bepalingen van de wet van 18 October 1908 samenordenen met de daarin aangebrachte wijzigingen en zal ze in het Belgisch Staatsblad laten herdrukken.".

\+

\+ \+

De verwijzingen naar de wetten die de wet van 1908 hebben gewijzigd, dienen uit de tekst te worden geschrapt. In het coördinatiebesluit zullen zij opnieuw voor de dag komen in de vorm van verwijzingen in voetnoot; mocht men het vóór die coördinatie nodig oordelen, dan kunnen zij worden opgenomen in een bij de memorie van toelichting gevoegde tabel.

\+

\+ \+

.../...

In verscheidene artikelen van de wet van 1908 komen bepalingen van dezelfde aard voor als die van de Belgische Grondwet; daarom ware het nodig bij de Nederlandse tekst van de Grondwet aan te sluiten, wanneer die officieel bekrachtigd zal zijn. Slechts onder voorbehoud van deze algemene opmerking, maakt de Raad van State de volgende bijzondere opmerkingen aangaande de Nederlandse tekst die bij het ontwerp is gevoegd.

Artikel 1, eerste lid.-

Het ontwerp stelt de term "rechtspersoonlijkheid" in de plaats van "persoonlijkheid", dat in de wet van 1908 voorkomt.

Blijkens de parlementaire voorbereiding van die wet verdient het de voorkeur, het woord "persoonlijkheid" te behouden.

Met betrekking tot het eerste lid van artikel 1 toch zegt het verslag, gedaan namens de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

... "Diverses propositions se firent jour. L'une d'elles visait et proclamait l'autonomie financière de la Colonie ...

L'expression à son tour fut critiquée et après qu'une proposition d'insérer dans la loi le texte de l'article 115 de la Constitution belge eût été rejetée, un membre émit l'avis que la solution devait se trouver dans la personnification juridique ou civile reconnue à la Colonie et déposa un amendement en ce sens.

.../...

C'est en s'inspirant de cet échange de vues que le Gouvernement, dans ses amendements présentés en 1907, soumit à la Commission le texte suivant :

"Toute possession coloniale de la Belgique a une personnalité juridique distincte de celle de la métropole".

Ce texte fit l'objet d'une nouvelle discussion au sein de la Commission. Un membre fit observer qu'il y aurait inconvénient et danger à admettre soit les termes "personnalité juridique", soit ceux de "personnalité civile". L'idée paraîtrait correspondre uniquement à une conception, à une création de droit privé.Le mot "personnalité", sans aucune qualification, répond le mieux aux préoccupations de la commission.

Celle-ci partagea cette manière de voir et, par quatorze voix contre une, adopta la proposition du Gouvernement avec la suppression du mot "juridique" (Pasinomie 1908, p. 039 - Recueil des pièces imprimées par ordre de la Chambre des représentants,Session 1907-1908, tome III n° 150).".

Artikel 5.-

In het eerste lid, regel 7, worde de komma na "nationaliteit" geschrapt.

Artikel 6.-

In het vijfde lid schrijve men "koning" met hoofdletter.

.../...

Artikel 11.-

In het tweede lid moet "koloniale schatkist" met hoofdletters worden geschreven (zie artikelen 14, 2°, en 30, 4°).

Artikel 15.-

Het paragraafteken moet het cijfer voorafgaan.

Artikel 20.-

In het laatste lid zou de term "veranderen" moeten vervangen worden door "verzachten", dat de betekenis van "commuer" beter weergeeft.

Artikel 24, vierde lid.-

Het ware verkieslijk "raadsleden" en "raadslid" te schrijven in plaats van "leden" en "lid".

Artikel 30 bis.-

In het derde en het vierde lid is geen rekening gehouden met de wijzigingen, die het gevolg zijn van artikel 19 van de wet van 29 Juli 1953 tot regeling van de vervolging en de bestraffing van misdrijven wat betreft de basis van het Koninkrijk in Afrika, tot wijziging van sommige bepalingen van titel II van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger en tot toekenning aan de Gouverneur-generaal van Belgisch-Kongo van het recht van opeising van de troepen en de middelen van de basis (Belgisch Staatsblad van 4 September 1953, blz. 5385).

.../...

In het derde lid, regel 2, zijn de woorden : "de door de rechtbanken der Kolonie uitgesproken strafdienst" te vervangen door : "de krachtens de bijzondere wetten der Kolonie uitgesproken strafdienst".

In het vierde lid, regel 2, zijn de woorden : "de door de Belgische rechtbanken uitgesproken vrijheidsstraffen" te vervangen door : "de krachtens de wetten van het moederland uitgesproken vrijheidsstraffen".

Overgangsbepaling.

De wet van 1908 dient te worden aangevuld met de vermeldingen van de overgangsbepalingen van de wet van 11 Juli 1951 (artikelen 2 en 3) tot wijziging der wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Kongo, wat de loopbaan der magistraten betreft.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

L. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J. SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.